

1. Appel et ouverture

Le Président, **M. Marc Morandi**, souhaite la bienvenue et remercie les conseillers et conseillères de leur présence.

Il donne la parole à la secrétaire pour l'appel, des 75 membres inscrits, 44 personnes sont présentes, 20 excusées et 11 non excusées.

Le quorum étant atteint, le président ouvre la séance et implore la bénédiction divine pour toutes les décisions qui devront être prises.

Le **Président** demande une minute de silence en la mémoire de M. Frédéric Berger, membre du Conseil, décédé peu avant la séance.

2. Approbation de l'ordre du jour

Le présent ordre du jour est mis en discussion. La parole n'étant pas demandée, l'ordre du jour est soumis au vote à main levée et approuvé à l'unanimité.

3. Approbation du procès-verbal n° 1/2006

Le procès-verbal est mis en discussion.

La parole n'étant pas demandée, le procès-verbal est soumis au vote à main levée et approuvé à la majorité (1 abstention) avec remerciements à son auteur, Mme Nicole Schaer.

4. Correspondance éventuelle

Le président parlera des correspondances reçues en fin de Conseil.

5. Assermentation

Aucune demande n'est parvenue au bureau du Conseil.

6. Préavis municipal no 2/2006 relatif à l'échange et l'acquisition de terrain à la Prairie entre M. Jacques Pelichet et la commune

- Mme **Katyla Labhard** Municipale, lit le préavis
- M. **Jean-Claude Freitag** lit le rapport de la commission ad hoc
- M. **Daniel Fischlin** lit le rapport de la commission des finances

Mme **Christine Kaesermann** souhaite une précision quant à la surface totale disponible.

Mme **Katyla Labhard**, Municipale, l'explique à l'aide du rétroprojecteur.

M. **Frédéric Bettems** précise que le montant d'achat correspond uniquement à la surface de 1'489 m².

M. **Guy Mercier** demande si la parcelle 423 permet, au vu de sa classification actuelle, de faire des installations sportives.

Mme **Katyla Labhard**, Municipale, répond que ceci fera partie du plan partiel d'affectation (PPA) dès cet automne.

M. **Claude Prod'hom** demande pourquoi les bornes sont déjà posées.

Mme **Katyla Labhard**, Municipale, répond que la commune n'a pas donné d'ordre à ce sujet.

La parole n'étant plus demandée, le Président passe au vote à main levée et le préavis est accepté à la majorité (1 abstention).

7. Préavis municipal no 3/2006 relatif à l'élaboration du SIT (Service d'Information sur le Territoire) et du PGEE (Plan Général d'Evacuation des Eaux).

- M. **Antoine Berger** Municipal, lit le préavis
- Mme **Anne-Marie Mackowiak Chanson** lit le rapport de la commission ad hoc
- Mme **Anne-Marie Mackowiak Chanson** lit le rapport de minorité au sein de la commission ad hoc
- M. **Daniel Fischlin** lit le rapport de la commission des finances

M. **Daniel Fischlin** fait remarquer qu'il n'était pas au courant qu'une commission ad hoc était nommée et que ceci aurait pu améliorer le travail de la commission des finances. Cette remarque n'engage pas le rapport de la commission des finances.

Le **Président** répond que les commissions nommées sont affichées au pilier public.

M. **Frédéric Bettems** demande quels sont les avantages que la commune pourra retirer de tous ces travaux et cet argent dépensé.

Mme **Katyla Labhard** répond que le PGEE est une obligation. Ceci permet d'avoir des données précises et ainsi de pouvoir se relier informatiquement avec le plan général de l'Etat.

M. **Guy Mercier** demande quel autre bureau technique aurait pu intervenir dans l'appel d'offre.

Mme **Katyla Labhard** répond que pour le PGEE le mandat est donné depuis plus de 20 ans au bureau Liard et ce n'est pas la fonction du Syndic de ce dernier qui va remettre en question ce mandat.

Pour le SIT, le mandat est confié depuis longtemps au bureau Luc-Etienne Rossier et elle reconnaît là que la procédure n'a pas été respectée, mais précise que les travaux effectués ont toujours donné satisfaction et sont dans les tarifs recommandés.

M. **Frédéric Bettems** s'étonne qu'il faille déjà refaire des plans ; la commune n'a-t-elle pas déjà payé des centaines de milliers de francs.

Le **Syndic** explique qu'avant 1980, il y avait le PAL (plan à long terme) réalisé par le bureau Vauthier qui, maintenant, est remplacé par le PGEE dont les avantages sont : l'informatisation, la précision des relevés « GPS », le redimensionnement des canalisations d'eau usée et d'eau claire par rapport aux nouvelles constructions, et aussi de créer un échancier pour l'entretien du réseau.

M. **Jean-Pierre Chanson** s'étonne qu'il n'y ait pas eu une enveloppe budgétaire plus précise sur la base des normes SIA pour un projet d'une telle ampleur.

Le **Syndic** précise que le PGEE date de la précédente Municipalité et qu'à ce niveau le budget était couvert.

Au nom de la Municipalité, le **Syndic** donne des précisions sur les dépenses effectives des derniers préavis et constate que la Municipalité fait des efforts afin de ne pas dépasser les budgets alloués par le Conseil.

La parole n'étant plus demandée, le Président, passe au vote à main levée et le préavis est accepté à la majorité (25 oui, 9 non et 10 abstentions).

8. Préavis municipal no 4/2006 relatif à l'équipement de la zone para-agricole de la Pra

- M. **Antoine Berger** Municipal, lit le préavis
- Mme **Anne Gruaz** lit le rapport de la commission ad hoc
- M. **Daniel Fischlin** lit le rapport de la commission des finances

M. **Bernard Genton** craint que par la suite cette zone para-agricole ne se transforme en zone villa au vu des aménagements prévus.

M. **Guy Mercier** répond pour la Municipalité qu'il n'y a pas de crainte à avoir.

Mme **Rosette Freitag** demande si la Municipalité a reçu des réponses favorables des divers propriétaires et, le cas échéant, qui paiera ces investissements.

Le **Syndic** répond qu'il est en possession d'une lettre des propriétaires datant du 29 août 2005 donnant le droit à la commune de poursuivre l'étude du projet. Le Syndic précise que tous les propriétaires ne sont pas intéressés à investir pour l'instant.

Mme **Christine Kaesermann** aimerait savoir ce qu'il va se passer si un propriétaire n'est pas d'accord de payer les frais d'équipements.

Le **Syndic** répond que ces frais seront payés pour l'instant par la commune.

M. **Guy Mercier** demande si l'équipement des deux parcelles situées sur la commune d'Aubonne sera aussi facturé à cette dernière.

Le **Syndic** précise que les travaux s'arrêteront à la limite communale et que la commune d'Aubonne pourra s'y raccorder via les taxes d'épuration.

La parole n'étant plus demandée, le Président passe au vote à main levée et le préavis est accepté à la majorité (6 abstentions).

9. Préavis municipal no 5/2006 relatif aux comptes communaux 2005

- M. **Francis Liard**, Syndic, lit le préavis
- M. **Andréas Meyer** lit le rapport de la commission de gestion

M. **Frédéric Bettems** s'étonne du montant de CHF 9'000.-- concernant le transport de terre qui aurait dû ne rien coûter.

Le **Syndic** répond qu'au moment des travaux, personne ne voulait cette terre et qu'il a fallu payer le transport pour la débarrasser.

La parole n'étant plus demandée, le Président passe au vote à main levée et le préavis est accepté à la majorité (1 abstention).

10. Communication de la Municipalité

- Le **Syndic** présente le bilan de la législature 2002-2006 (rapport à disposition aux archives)

- Le **Syndic** informe que le bureau de poste devra diminuer ses heures d'ouverture (7h30 – 10h00 et 15h00 – 18h00) et qu'il est vivement souhaité de s'y rendre le plus souvent possible.
- Le **Syndic** remercie Mme Francine Billieux, Municipale sortante, pour le travail effectué au sein de la Municipalité
- Mme **Francine Billieux** remercie les Conseillers avant d'être chaleureusement applaudie

Le **Président** remercie à son tour Mme Francine Billieux.

9. Propositions individuelles

Mme **Andrée Roemer** demande s'il est possible de réduire la vitesse sur le tronçon Aubonne-Bougy.

M. **Jean-Daniel Stoky**, Municipal, répond que sur la zone Féchy - les Cassivettes - rte de Bougy, la vitesse sera prochainement légalisée à 50 km/h.

Mme **Andrée Roemer** constate qu'un des containers situé à côté de l'arrêt de bus des Cassivettes se retrouve constamment dans la haie et ne peut être fermé.

Mme **Francine Billieux**, Municipale, constate le manque de discipline des citoyens qui laissent leurs poubelles à côté des containers.

M. **Michel Aguet** aimerait savoir où en est le projet du refuge.

Le **Syndic** informe qu'une séance est prévue avec un Municipal de Bougy afin de faire avancer le projet.

M. **Jean-Daniel Stoky** informe qu'une plantation de sapins de •Noël• a été effectuée sur la commune de Pizy (ils seront disponibles dans 10 ans).

M. **Jean-Claude Freitag** se demande ce que va devenir l'éclairage le long du trottoir de la route cantonale.

Le **Syndic** répond que la SEFA a commandé des verres qui ne sont pas arrivés de la bonne couleur. Affaire à suivre.

10. Clôture de la séance

Avant de clôturer la séance à 22h00, le **Président** rend hommage à M. Jean-Pierre Caillat, démissionnaire, ainsi qu'à feu M. Frédéric Berger.

Le **Président** présente un échéancier qui permettra à la Municipalité, ainsi qu'aux diverses commissions, de planifier au mieux les travaux des futurs conseils pour ainsi respecter le nouveau règlement du Conseil.

Pour le bureau :

Le président	la secrétaire
Marc Morandi	e.r. Valérie Cordey